

Approvisionnements d'énergie

Malgré les doutes que nous éprouvons et à l'endroit du ministre et à l'égard de la sincérité et des motifs du gouvernement, nous n'avons aucunement l'intention de retarder ce projet de loi. Il se peut fort bien, monsieur l'Orateur, que ce soit nous qui devons mettre en application les dispositions de ce bill pour sortir le pays du pétrin dans lequel il se trouve, aussi nous convenons certes du fait que le gouvernement fédéral doit disposer de certains moyens législatifs afin de pouvoir ordonner et contrôler la répartition des approvisionnements d'énergie étrangers, dont nous dépendons toujours à cause de l'inaction du gouvernement actuel.

Il est paradoxal que le Canada doive encore compter sur les approvisionnements de pétrole étrangers, mais comme le gouvernement actuel nous a mis dans ce pétrin, nous devons, je le crains, nous incliner et nous rendre compte que le gouvernement fédéral aura besoin d'une loi exceptionnelle de ce genre. Nous ne nous opposerons pas à ce projet de loi à l'étape de la deuxième lecture, pourvu qu'il soit nettement entendu que nous comptons lui faire subir un examen général et approfondi en comité et avoir toutes les occasions voulues d'y apporter des amendements et de convoquer des spécialistes, afin que les Canadiens en général, les dirigeants de nos industries et les chefs provinciaux soient persuadés que cette mesure s'impose dans l'intérêt de tous les Canadiens.

Quant à la politique de l'opposition officielle, si nous parvenons un jour au pouvoir, nous chercherons à rendre le Canada maître de son propre destin dans le domaine des ressources et plus précisément dans celui du pétrole et du gaz, afin qu'il puisse, grâce à ses ressources, subvenir à ses besoins. Nous n'aurons pas besoin d'une mesure exceptionnelle sur la répartition du pétrole comme celle qui est actuellement à l'étude.

Des voix: Bravo!

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, j'ai écouté très attentivement le porte-parole officiel du parti conservateur en matière d'énergie. Il a mis du temps à exposer sa politique; en fait, je crois qu'il y est parvenu dans sa dernière phrase. J'ai tâché de la prendre en note; j'espère que je n'ai manqué ni point ni virgule. Elle dit «que si les conservateurs forment le prochain gouvernement, le Canada sera maître de son propre destin dans le domaine de l'énergie.» C'est là-dessus qu'il a terminé.

Je vais parler du gouvernement dans un instant car le ministre, qui est plutôt resté dans les coulisses pendant la crise qu'il a créée, ne passera certainement pas inaperçu dans mes remarques. Nous traversons une crise de l'énergie qui est bien réelle et étant donné la situation en Iran, personne au Canada ni ailleurs ne se fait d'illusion à ce sujet sauf, peut-être, le ministre qui traverse toutes les crises avec le sourire.

En parlant de la compagnie Imperial Oil, qui ne peut nous assurer que nous recevrons régulièrement la part de pétrole vénézuélien qui nous revient, le porte-parole officiel du parti conservateur a dit qu'il s'opposait à ce qu'une société de la Couronne intervienne dans cette affaire. Voilà la déclaration du parti conservateur; j'ai écouté attentivement et ce parti dit que Petro-Canada ne doit pas intervenir et que le gouverne-

ment ne doit prendre aucune autre mesure. Comment ferons-nous donc pour être maître de notre propre destin, comme le député en a exprimé le vœu, si toutes les autres sociétés pétrolières du pays appartiennent à des intérêts étrangers? Le parti conservateur n'a rien dit à ce sujet.

Toute l'argumentation du député, dans la critique qu'il a faite de la politique du gouvernement, nous porte inévitablement à conclure que si les multinationales nous ont mis dans le pétrin, c'est à elles de nous en sortir. Quelle conclusion illogique! Mais c'est la position officielle du parti conservateur. Il ne faut pas se faire la moindre illusion à ce sujet.

● (2140)

Même si l'on sait que le Venezuela et 90 p. 100 des pays de l'Europe de l'Ouest ont des sociétés d'État chargées de répartir les ressources de pétrole, car ces gens-là prennent leurs obligations au sérieux, le parti conservateur recommande de laisser tout cela aux multinationales. Non seulement est-ce absurde mais, à ce moment-ci, c'est de la pure inconscience.

Parlons maintenant du ministre. Depuis septembre 1975, soit depuis la dernière crise de l'énergie, le ministre a été chargé d'élaborer une politique énergétique. Laissant de côté l'ensemble de cette politique et me limitant au domaine pétrole et gaz, je dirai que cette politique comporte trois volets principaux. D'abord Petro-Canada, le système du double prix pour le pétrole puis le pipe-line. Maintenant que l'on a construit un pipe-line entre Sarnia et Montréal pour approvisionner le marché du Québec et pour nous assurer qu'une partie du pétrole de l'Ouest parvient au Québec, l'Est du Canada est moins dépendant du pétrole importé.

Ce sont les trois volets de la politique qui à mon avis me paraissent vides de sens. Car, ils ont été imposés au gouvernement libéral entre 1972 et 1974, à l'époque où il était minoritaire.

Quand le ministre fait l'éloge de Petro-Canada, cela me rappelle certaines conversations privées à l'époque où le gouvernement libéral était loin d'être enthousiaste à l'idée de Petro-Canada, d'un système du double prix ou d'un pipe-line. A Noël de 1973, afin de survivre à un vote très important et pour sauver sa peau, il accepta cependant ces trois projets qui lui étaient littéralement imposés de force. Mais c'est déjà du passé, monsieur l'Orateur. Ce sont là les trois principaux éléments d'une politique d'énergie vide de sens. La dernière crise remonte à 1973 alors que les pays de l'OPEP imposèrent au monde entier une hausse considérable du prix du pétrole.

Nous sommes maintenant au bord d'une autre crise, celle qui nous vaut ce projet de loi même si celui-ci ne l'aborde qu'indirectement. Cette crise est une des terribles conséquences—terrible pour les humains en cause—du conflit qui se déroule en Iran depuis quelques mois. C'est une terrible tragédie quelle que soit la façon dont on envisage le dénouement politique. Pour l'instant, nous ne pouvons que sympathiser avec le peuple iranien et déplorer les tragiques événements qu'il vit présentement. L'une des conséquences a été une réduction sensible de la production pétrolière qui touche presque tous les pays à l'exception du bloc communiste.